

# REVUE MENSUELLE

## REVUE MENSUELLE DES DÉVELOPPEMENTS POLITIQUES AU BURUNDI



### Revue Mensuelle

DE MAP BURUNDI-BUHIRE

Le Mouvement d' Actions Patriotiques, MAP-BURUNDI BUHIRE suit avec beaucoup d' inquiétude la succession des développements alarmants qui émaillent la vie politique du Burundi depuis l' arrivée au pouvoir du Général-Major Evariste Ndayishimiye. Depuis la Revue 001, MAP-BURUNDI BUHIRE a organisé une Conférence de presse sur le thème : « *Burundi : Impasse politique, Impératif de protéger et Urgence d' Agir* ». Il a été constaté que le gouvernement Ndayishimiye continue à s'emmurer dans un système politique unicolore qui ne supporte pas la critique constructive et poursuit la chasse aux citoyens qui expriment des vues discordantes quant à la meilleure façon de conduire le pays et par rapport aux conditions à mettre en place pour un dialogue inclusif et porteur pour l' avenir de la nation. MAP-BURUNDI BUHIRE invitait également le pouvoir de Gitega à servir et à protéger tous les citoyens, quelle que soit leur appartenance ethnique, obédience politique ou lieu d' origine. Les participants à la Conférence ont salué le leadership de MAP-BURUNDI BUHIRE et ils ont demandé que ce Mouvement œuvre pour rassembler les forces de l' opposition actuellement dispersées et faciliter la mise en commun de ces ressources afin de mettre en place une robuste Feuille de route qui pourra inclure la formation et mobilisation des citoyens pour leur faire prendre conscience de leur pouvoir d' agir et de faire respect de leurs droits.



Le président organise et dirige régulièrement des croisades de prières auxquelles toutes les institutions de la république et leurs démembrés doivent obligatoirement prendre part

## La République est-elle encore laïque ?

AMB. THARCISSE NTAKIBIRORA

Une nouvelle envolée dans la dogmatisation et la dé-laïcisation des institutions de la République. En effet, sous le haut patronage du Président Évariste Ndayishimiye, les Institutions de la République et leurs démembrés étaient rassemblés en commune Mutaho pour une énième croisade de prières de 4 jours. Ce processus de dogmatisation de la population fait du Burundi, une nation mal informée, un État non laïc et discriminatoire de la minorité islamique et d' autres croyants non chrétiens. Ces cultes religieux de l' État augmentent très largement les jours fériés, chaumés et payés et de facto constituent un indicateur de manque de performance et rend les Institutions coupables de malversations économiques et de dilapidations des biens et patrimoines de l' État Burundais. Si la tendance se maintient,

l' élève va dépasser son maître, son mentor, « son grand-père » feu Nkurunziza Pierre en offrant le meilleur gospel hilarant sur scène devant un peuple affamé. De surcroît, ce n' est absolument pas drôle de voir les dirigeants d' un pays le plus pauvre au monde se payer le luxe de dizaines de jours de vacances de prière aux frais des contribuables pour confier à Dieu la bonne gouvernance et la relance économique. Quant à la capacité d' écoute et d' appropriation des messages délivrés, il reste à parier si l' homélie de l' Archevêque de Gitega, Mgr Simon Ntamwana ne serait pas tombée dans des oreilles politiquement bourrées. Il est important de rappeler que cette croisade du CNDD-FDD se déroule à la paroisse de Gitongo non loin du chemin de la mort de Monseigneur RUHUNA Joachim tué à bout portant le 9 septembre 1996 par les caciques du système aujourd' hui au pouvoir. Jusqu' aujourd' hui, sa famille biologique et religieuse n' ont jamais eu de justice.

# MAP

« Après la promulgation d'une constitution qui porte atteinte aux compromis des Accords d'Arusha, le sort de ces accords reste incertain. Bien qu'imparfaits comme accords, ils constituent le seul pacte entre les burundais, un pacte qui avait mis fin à une longue guerre civile. Ces accords doivent constituer le point de départ pour toute solutions aux contentieux inter burundais. Aucune partie aux accords n'a aucun droit de les changer sans l'implication et consentement des autres parties signataires. »

## DEVISE DU MOUVEMENT MAP BURUNDI-BUHIRE

**PAIX  
AMAHORO**

**JUSTICE  
INTAHE**

**PROSPERITE  
ITERAMBERA**



“... Nous pouvons entamer la marche vers la démocratie, sereins et d'un pas sûr, car, avec l'unité retrouvée, nous tenons le viatique, avec la charte de l'unité, nous tenons la boussole »

Pierre Buyoya



“Nous devons apprendre à vivre ensemble comme des frères, sinon nous allons mourir tous ensemble comme des idiots”

Martin Luther King

**DIPLOMATIE**

**Reprise (conditionnée) des relations avec l'UE**

*Ce n'est pas par hasard qu'une série de libérations de milliers de personnes injustement incarcérées, dont les journalistes du Groupe de Presse Iwacu vont être annoncées*

**L'UNION EUROPEENE REVIENT**

Faute de l'Effet Buyoya et autres accusés, le pouvoir CNDD-FDD exploite la rencontre entre le Chef de l'État et les Ambassadeurs et Envoyés de l'Union Européenne au Palais Ntare Rushatsi. Les communicateurs-intoxicateurs de l'Équipe de communication de la Présidence du Burundi présenteront cela comme un début de réchauffement entre le Burundi et les pays membres de l'Union Européenne, tout en se gardant d'articuler les conditions qui ont été formulées lors de cette rencontre.

Ce n'est pas par hasard qu'une série de libérations de milliers de personnes injustement incarcérées, dont les journalistes du Groupe de Presse Iwacu vont être annoncées. L'usine des communications d'engourdissement présentera cela lors du Discours de fin d'année du Président Ndayishimiye comme une initiative du Gouvernement. Point de trace des multiples appels comme ceux du Mouvement d'Actions Patriotiques, MAP-BURUNDI BUHIRE ni des autres forces d'opposition, quoiqu'actuellement fragilisées.

Il en sera de même avec le retrait du Burundi de la liste des questions à l'ordre du jour du Conseil de Sécurité de l'ONU. Le Gouvernement CNDD-FDD a organisé des marches manifestations, pour célébrer cette décision, tout en se gardant d'indiquer à ses ouailles que la question du Burundi reviendra au Conseil, tous les trimestres, dans le cadre plus large de la paix et de la sécurité dans la Région des Grands Lacs. La cosmétique du mensonge en politique, quel que soit son savant emballage, ne dure pas plus que le temps de la rosée sous le soleil. Alors que le Secrétaire général de l'ONU a réitéré son appel pressant pour rappeler les dirigeants burundais à l'ordre, ces derniers viennent d'organiser la Semaine dédiée au Combattant. Le Président de la République s'est mué en Chef de Parti, ou plutôt, en Chef de milice, pour aller encourager les tristement célèbres milices Imbonerakure à poursuivre avec ardeur leur quadrillage du territoire et harcèlement des paisibles populations.

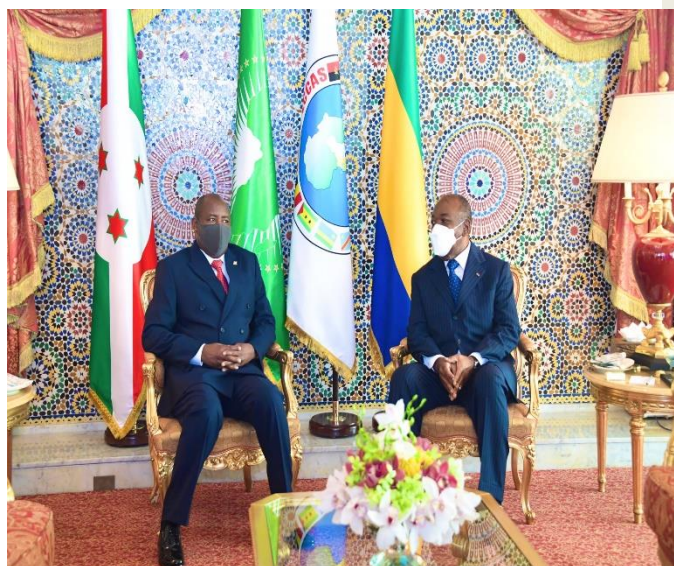
Dans l'entretemps, le Président Evariste Ndayishimiye a ajouté à la liste des questionnables notamment ses coûteux déplacements à l'étranger alors que la population croupit dans la misère. Son dernier voyage l'a amené à Libreville, pour participer au XVIIIème



*Rencontre entre la délégation de l'Union Européenne et celle du Burundi. Tenue au palais Ntare Rushatsi, cette rencontre signale la volonté de l'UE de renormaliser les relations avec le Burundi*



*Evariste Ndayishimiye et l'ambassadeur de l'UE au Burundi inaugurent une route financée par l'UE*



*Le président Ndayishimiye en compagnie de son homologue Gabonais lors du dernier sommet de la CEEAC tenu à Libreville*

Sommet de la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC) tenu le 27 novembre 2020. Nous avons noté que le point fort de ce Sommet concernait la situation politique et sécuritaire en République Centrafricaine. Rien d'édifiant à voler au secours d'un pays situé à des milliers de kilomètres, alors que la situation se dégrade dans son propre pays. Cela revient à tenter d'enlever la paille de l'œil du voisin, alors qu'une poutre obstrue votre propre vision.

**REFONDATION**

**MAP-BURUNDI BUHIRE : Pour une refondation de la Nation et de l'Etat burundais**

**EMERY PACIFIQUE IGIRANEZA**

*(PRESIDENT DE MAP BURUNDI-BUHIRE)*



Je tiens à vous remercier tous au nom de MAP-BURUNDI BUHIRE pour l'attention que vous portez toujours à nos activités.

En tant que mouvement politique ayant pour agenda la refondation de la Nation et l'Etat Burundais, nous comprenons bien que notre existence serait vaine sans communiquer régulièrement avec vous.

C'est dans cette perspective que nous avons jugé nécessaire de publier mensuellement notre lecture de la situation politique au Burundi et de proposer des solutions à de nombreuses situations insupportables que vous, les vôtres ou vos proches rencontrez dans le pays de Ntare Rugamba et Mwezi Gisabo.

Nous espérons et croyons que la communication sera l'un des moyens par lesquels nous nous rassemblerons en tant que nation et dirons NON aux régimes égocentriques qui n'ont aucun respect pour les personnes qu'ils sont censés protéger et autonomiser.

J'ai donc le privilège de vous présenter notre deuxième numéro de la revue mensuelle.

Vos commentaires et commentaires seront très appréciés.

**MAP- BURUNDI BUHIRE**

L'objectif final du MAP-BURUNDI BUHIRE est de doter le Burundi d'un nouvel ordre politique, axé sur une volonté citoyenne, sans distinction de parti politique, d'ethnie, de religion, de région, de niveau d'études, de rang social, de sexe, de carrière professionnelle. Une nouvelle classe politique de patriotes, dotée d'une vision nationale bien pensée, basée sur les valeurs d'Ubushingantahe, d'Ubuntu, de patriotisme et d'une éthique et du culte de la vérité et d'intégrité, portera ce mouvement, combien salutaire pour l'avenir du Burundi. Le Burundi moderne et émergent, c'est toi, c'est moi



**La commémoration de la mémoire des élèves tutsis massacrés et brûlés à Kibimba le 21 Octobre 1993 a été interdite**

Alors qu'en octobre 2020, le pouvoir de Gitega avait provoqué la réprobation en interdisant aux survivants et parents des victimes du génocide des Tutsis de 1993 de se recueillir au Mémorial de Bubu à KIBIMBA, l'escalade a été la chasse aux ressortissants Banyamulenge, pour ouvrir un autre front de persécution des Tutsi du Burundi. Le pouvoir incitait ses sbires à traquer tous les étrangers avec accent rwandophone, pointant du doigt les Banyamulenge vite associés aux Tutsi, passant outre les nombreux Interahamwe et autres restes des FDLR (Front Démocratique de Libération du Rwanda) qui ont signé des accords avec le CNDD-FDD et dont des pans entiers se retrouvent au sein des diverses Forces de sécurité du Burundi.

Le Rubicond vient d'être franchi mi-décembre 2020 par ce pouvoir irresponsable, avec la profanation du mémorial érigé à Gatumba pour rappeler le génocide des Banyamulenge perpétré par des hordes génocidaires le 15 août 2004.

En effet, les crimes contre des innocents se poursuivent, avec le récent appel aux tristement célèbres milices Imbonerakure de poursuivre la traque des supposés opposants et citoyens dont les idées ne riment pas avec les déclarations du pouvoir en place. Nous avons suivi avec consternation le simulacre de procès des présumés coupables de l'odieux assassinat de Feu le Président Melchior Ndadaye. Nous avons salué le réveil tardif du pouvoir, qui allait enfin, 27 ans après ce dramatique déclenchement d'une horrible série d'événements, s'atteler à rendre justice aux victimes et à leurs familles. Notre enthousiasme a été refroidi par le fait que le pouvoir de Gitega avait retrouvé la vue sur la nécessité de juger les présumés coupables de l'assassinat de Feu Melchior Ndadaye, mais avait du même coup opté volontairement, sans le proclamer, pour l'amnésie en ce qui concerne le génocide des Tutsis qui a suivi l'assassinat du Chef de l'État. Pour commencer, les présumés coupables n'ont pas eu droit ni à la défense ni à la représentation par des avocats comme la Loi le prescrit pour toute tenue d'un procès équitable. Et l'outrecuidance de vendre à l'opinion nationale et internationale les condamnations à perpétuité avait trahi, sans vraiment réussir, la vue uni-globale ethniste des événements d'octobre-novembre 1993. Pour renforcer cette vue unidirectionnelle, le Gouvernement a organisé la saisie et la vente publique des biens appartenant à des personnalités militaires et civiles hâtivement condamnées par une justice tenue sur courte laisse par le pouvoir en place.

**C'est dans ce contexte que MAP-BURUNDI BUHIRE a organisé une conférence le 4 décembre 2020 dont le thème était « Le génocide est un crime qui ne s'improvise pas », avec la participation des experts sur le sujet et les représentants des communautés ayant été victimes des génocides contemporains. Plusieurs recommandations ont été émises dont les moyens de lutte contre le racisme et l'ethnisme qui sont toujours précurseurs d'un génocide.**



**Lorsque l'autorité s'habitue à dépendre de la force pour imposer sa volonté sur les citoyens, lorsque la justice ne tient plus face à un exécutif prédateur, lorsque les citoyens tremblent devant l'autorité et préfèrent la flatter, lorsque l'autorité méprise la loi parce qu'elle se reconnaît au-dessus de toute contrainte légale, alors c'est là le début de la tyrannie et destruction d'une nation**

## RISQUE DE GENOCIDE

## Vers l'enterrement du rapport S/1996/582 ?

## LE RAPPORT A CONCLU AU GENOCIDE CONTRE LES TUTSI EN 1993

S.E Pierre Buyoya, qui représentait la pièce centrale de cette chasse vient de mourir le 18 décembre 2020 de façon inopinée. Le pouvoir, qui ne manque aucune occasion d'infantiliser ses citoyens et les déverser dans des marches célébratoires n'avait pas encore organisé des marches manifestations pour célébrer la parodie de justice. La prochaine étape sera une ultime tentative d'enterrer le Rapport S/1996/582 qui a conclu au génocide contre des Tutsi en 1993 orchestré par l'administration FRODEBU. Cette tentative sera sans doute combattue vigoureusement, comme il se doit

Nous avons déploré les irrationnelles et condamnables déclarations de certaines têtes fêlées qu'on se garde de nommer ici pour ne pas leur offrir une plateforme, qui ont insulté la mémoire du Défunt Ancien Chef d'État, en contradiction avec les valeurs fondamentales de la culture multimillénaire de la Nation Burundaise. S'il est permis et même encouragé d'affronter nos concitoyens avec nos récriminations, et de saisir les autorités en charge de la Loi et de la justice pour demander et obtenir réparations des torts que nous mettons sur le dos de tel ou tel concitoyen, il reste absolument interdit de s'en prendre à quelqu'un qui est décédé, encore moins à ses survivants.



Site de Mutaho qui abrite les tutsis déplacés internes, victimes du génocide contre les Tutsis de 1993 (Le Rapport de l'ONU S/1996/582 qui a conclu au génocide contre des Tutsi en 1993)

## DEPLACES INTERNES

## La situation des réfugiés est alarmante

« Les déplacés intérieurs sont menacés et persécutés »

La situation des réfugiés et déplacés intérieurs est alarmante. Ces personnes ont fui leur pays ou leurs provinces à cause de la répression par le régime du CNDD-FDD. Pour le parti au pouvoir, les camps de déplacés n'ont plus de raison d'être. Selon la Secrétaire nationale chargée de l'Information et de la Communication au CNDD-FDD, Nancy Ninette Mutoni, les raisons à l'origine de l'existence de ces sites sont plus d'ordre politique que sécuritaire. S'ils ne sont pas rentrés, c'est parce que leurs bourreaux se la coulent douce. Même ceux qui avaient été arrêtés ont été relâchés sous des prétextes fallacieux.

## HAINE ETHNIQUE

## Mort de Buyoya et silence de Gitega : Une position calculée pour caresser la corde ethnique

## BUYOYA REPRESENTAIT LA PIECE CENTRALE ET SYMBOLIQUE DE LA CHASSE AUX TUTSIS

Le pouvoir en place est plus condamnable face à son silence calculé, tout aussi assourdissant que les inacceptables attaques contre un ancien Chef d'État qui s'est consacré au bien-être du peuple burundais, et contribué à des œuvres vérifiables dans les domaines de l'unité nationale, le démarrage du multipartisme comme base de la démocratie, et les houleuses négociations ayant mené vers la conclusion des Accords d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi et aux différents accords de cessez-le-feu avec les mouvements

C'est la conclusion de ces Accords qui a permis que des mouvements et groupes armés qui n'avaient pas la moindre chance d'occuper le plus petit espace du territoire national se sont vus confier des strapontins et sont maintenant détenteurs du pouvoir. Son Excellence Feu Pierre Buyoya s'en va. Il venait d'être vilipendé au cours d'un jugement à huis clos, et il s'apprêtait à défendre son nom et son honneur. Sa mémoire restera dans les livres d'histoire, comme l'infatigable ouvrier de l'unité nationale, de la démocratie et des Accords d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi. Est pris qui croyait prendre. Le gouvernement en place s'apprêtait à caresser la corde ethnique et parader les condamnés



Feu Président Pierre Buyoya lors d'une visite officielle en Belgique

armés.  
pour assassinat du Chef d'État hutu. Bien mal leur en prend. Le Président Buyoya ne fera face qu'à son Créateur.

Aucun des thuriféraires du pouvoir CNDD-FDD ne sera admis comme assesseur. Voilà l'ultime limitation du pouvoir temporel.

## GOVERNANCE

# Une décentralisation ratée

## UNE POLICISATION DE L'ADMINISTRATION PROVINCIALE

Enfin, ce semestre du pouvoir Ndayishimiye est également marqué par la politisation à outrance de l'administration provinciale et le nivellement par le bas de la prééminence de la démocratie dans l'administration territoriale à travers le Décret No 100/117 du 14 Décembre 2020 portant Organisation de l'Administration Provinciale. En plus des Gouverneurs des Provinces, leurs Chefs de Cabinet et Conseillers sont définis comme cadres politiques alors qu'ils ne sont pas des mandataires politiques élus.

De surcroît, les décisions du Conseil Provincial sont votées obligatoirement à mains levées. Toutes ces deux dispositions démontrent à suffisance que l'Exécutif Burundais n'est pas préoccupé par la professionnalisation de l'administration publique et légifère son autoritarisme en mode de gouvernance, qui en conséquence hypothèque lourdement les libertés politiques et civiles, la libre entreprise et drastiquement le bien-être des administrés.



*Le président et ministre de l'intérieur avec les gouverneurs de provinces*

**Une nouvelle classe politique de patriotes, dotée d'une vision nationale bien pensée, basée sur les valeurs d'Ubushingantahe, d'Ubuntu, de patriotisme et d'une éthique et du culte de la vérité et d'intégrité, portera ce mouvement, combien salubre pour l'avenir du Burundi.**

**Le Burundi moderne et émergent, c'est toi, c'est moi. C'est toutes les filles et tous les fils, sans distinction aucune, tous ensemble, main dans la main, frères et sœurs, qui bâtiront un Burundi uni, pacifié, digne, prospère et moderne.**

**Nous vous remercions d'ores et déjà pour vos contributions à envoyer à la seule et unique adresse e-mail du mouvement MAP-BURUNDI BUHIRE :  
[secretary@map-burundi.org](mailto:secretary@map-burundi.org)**

**POUR DEMANDER UNE ADHESION, REMPLISSEZ LE FORMULAIRE VIA LE LIEN :**

**[www.map-burundi.org/engagement](http://www.map-burundi.org/engagement)**

## EN CONCLUSION

**En conclusion, la situation politique et sécuritaire au Burundi reste explosive et à l'antipode des narratifs de la partie gouvernementale et de tous les dévots du régime. Elle interpelle la communauté internationale à prendre des mesures strictes afin de contraindre le régime en place au Burundi à créer un climat de paix et de stabilité pour tous. Demain, ce sera tard.**



### CONTACTEZ-NOUS

**Liberat Ntibashirakandi**

Porte-Parole de MAP- Burundi Buhire  
[liberat.ntibashirakandi@map-burundi.org](mailto:liberat.ntibashirakandi@map-burundi.org)

En tant que Mouvement d'opposition responsable et constructif, déterminé et engagé dans le processus de refondation de la Nation et de l'Etat burundais, MAP-BURUNDI BUHIRE n'économisera aucune énergie pour alerter l'opinion nationale et internationale et surtout œuvrer à ramener les Accords d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi à l'agenda de tous les intervenants nationaux et internationaux.

Pour ce faire, MAP-BURUNDI BUHIRE interpelle tous les partenaires et dépositaires de ce précieux Instrument pour engager le pouvoir de Gitega à embrasser un réalisme face au dialogue avec les forces de l'opposition.